



Lancement d'une Initiative Citoyenne Européenne pour suspendre l'accord d'association UE-Israël

## Description

Par l'Agence Média Palestine, le 13 janvier 2026



**JUSTICE  
FOR PALESTINE**  
**STOP EU TRADE WITH CRIMINALS**

L'alliance de la Gauche Européenne (ELA), regroupant 8 partis européens de 7 pays différents dont la France Insoumise, lance aujourd'hui une Initiative Citoyenne Européenne (ICE) visant à la suspension totale de l'accord d'association UE-Israël.

Cet accord commercial est largement critiqué, depuis des années, par les militant·es solidaires avec le peuple palestinien, qui dénoncent la violation par Israël de l'article 2 de l'accord. Cet

---

article conditionne l'accord au respect des droits humains et des principes démocratiques par les deux parties. La colonisation israélienne illégale et l'apartheid qu'il impose aux Palestiniens sont dénoncés depuis des années par les militant·es comme des manquements graves à cet article.

L'accord contient deux axes principaux : un dialogue politique et une libéralisation des échanges commerciaux entre les parties, par la suppression des droits de douane et l'interdiction des restrictions quantitatives. L'UE est le [premier partenaire commercial](#) d'Israël, représentant 28,8% de ses échanges de marchandises en 2022. La France est elle seule le 10<sup>ème</sup> fournisseur et le 11<sup>ème</sup> client d'Israël.

La suspension de ce partenariat économique constituerait donc une sanction importante contre Israël, [appelé](#) par les militant·es depuis des années et en particulier depuis le début de la guerre génocidaire en cours à Gaza. Les instances de l'UE se sont néanmoins montrées très [réactives](#) à la révision de l'accord, une inaction que l'ICE lancée aujourd'hui tend à compenser.

L'accord UE-Israël constitue la pierre angulaire de la coopération bilatérale entre l'UE et Israël en matière de commerce, d'économie et de politique, clame le texte de cette ICE, désormais [ouvert aux signatures sur le site de la Commission Européenne](#). Les citoyens de l'Union européenne ne sauraient tolérer que celle-ci maintienne un accord qui contribue à légitimer et à financer un État commettant des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

L'ICE doit rassembler, pour être adoptée, un million de signatures valides dans un ensemble de l'UE en un an, mais aussi dépasser les seuils nationaux dans au moins 7 États membres. Par exemple, le seuil en France est de 58 320 signatures.

Comme vous le savez, la cause palestinienne a aujourd'hui plus que jamais besoin de l'engagement du plus grand nombre, déclare Manon Aubry, qui porte ce texte avec la France Insoumise. Cette campagne se veut avant tout une initiative citoyenne, ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent agir, à leur échelle, pour que l'Union européenne assume enfin ses responsabilités.

[Signez ici](#)

**date créée**

2026/01/13